



LA FEDERATION COMMUNIQUE

« SCANDALE DES LASAGNES AU CHEVAL »

MAFIAVIANDE

Avec les lasagnes et autres produits surgelés à la viande de cheval, un énième scandale discrédite une nouvelle fois l'agrobusiness.

Le gouvernement, dans sa promptitude à vouloir démontrer qu'il ne s'agit pas d'un problème sanitaire, cautionne de fait la dérive mafieuse connue de tous, qui existe dans le secteur des viandes depuis de nombreuses années.

Notre organisation rappelle que tous les jours des militants subissent la répression syndicale, le chantage, les coups fourrés, les attaques physiques, pour éviter que de telles tromperies ne se développent. Notre camarade Patrick Boudet faillit y perdre la vie, il y a quelques années.

Encore une fois, les salariés et les consommateurs vont payer les stratégies et méfaits des patrons. C'est au nom de la concurrence libre et non faussée que l'Europe du capital a produit une multitude de crises sanitaires et a développé une « malbouffe » généralisée. Toutes ces « affaires » ont comme point commun la recherche du maximum de profits dans les plus courts laps de temps. Comme nous pouvons le constater, de telles politiques conduisent à des dérives mafieuses, tolérées, acceptées ou utilisées par les sociétés capitalistes et les coopératives de la filière.

Le patronat des industries agroalimentaires, qui connaît les réseaux et circuits douteux qu'empruntent les viandes en Europe, est d'autant plus responsable de la situation qu'il refuse toujours une traçabilité sans faille indiquant la provenance des matières premières agricoles. La grande distribution qui « fixe » le cahier des charges pour l'industrie de la transformation, ne peut pas jouer la « vierge effarouchée » et prétendre ne pas connaître les conséquences de ces pratiques de dumping social. Une nouvelle fois la question de la réforme de la Loi de Modernisation de l'Economie (LME), chère à Sarkozy est posée.

Après les scandales de la vache folle, de la fièvre porcine, du poulet à la dioxine..., après les catastrophes économiques et sociales qui affectent l'agriculture et l'industrie agroalimentaire, qu'attend le gouvernement pour prendre les dispositions qui s'imposent, notamment de reconstruire de véritables services publics. Il semble plus prompt à accepter les restructurations et à condamner les salariés au chômage.

Ce n'est pas dans le soutien des stratégies patronales, de dumping social, de la casse du secteur agricole et agroalimentaire, de la remise en cause des acquis sociaux que se trouve la solution. Au contraire, c'est le dumping social qui structure les réseaux et filières opaques et occultes. Comment s'étonner que dans le « scandale des lasagnes au cheval », nous trouvons de nombreux intermédiaires dans différents pays d'Europe. Ce n'est pas en

se voilant la face que le gouvernement apportera les réponses qu'attendent les salariés et les consommateurs. Il sait bien que ces trafics existent aussi dans le porc, la volaille, le bœuf... Et pour les mêmes raisons...

La CGT rappelle ses revendications pour lutter contre la mafiaviande :

- La sauvegarde de tous les emplois, l'amélioration des conditions de salaire et de travail, des droits nouveaux pour les salariés.
- Les CHSCT doivent avoir des prérogatives et des moyens renforcés pour garantir la qualité sanitaire des aliments.
- Des mesures urgentes doivent être prises pour un développement des filières viandes en amont et en aval, de l'élevage à l'abattage, en passant par la transformation et la commercialisation avec la mise en place d'une traçabilité sans faille.
- La reconquête du marché intérieur est une des garanties de la suppression des réseaux et intermédiaires douteux.
- Une « renationalisation » maitrisée de notre politique agricole et la définition d'orientations solidaires pour la Politique Agricole Commune (PAC), s'imposent comme des exigences incontournables, ainsi que des politiques et une maîtrise publiques de développement de l'agriculture française et du potentiel industriel de transformation agroalimentaire.
- Une maîtrise publique, de la commune à la nation, des filières viandes est urgente.
- L'agriculture, l'alimentation doivent être soustraites des logiques du tout profit et de l'agrobusiness.

Montreuil,
Le 12 février 2013